

Burundi

Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire (SSSA-FSMS)

Bulletin – Avril 2012



Ministry of
Agriculture

Table des matières

Résumé/conclusions principales	1
Contexte	2
Disponibilité alimentaire...3	
Accès à la nourriture.....4	
Utilisation de la nourriture.....6	
Conclusion, perspectives et recommandations.....7	

Résumé/conclusions principales

La dernière évaluation des récoltes du mois de janvier 2012A et l'analyse IPC de mars 2012 estimaient à 18% la population en état d'insécurité alimentaire et principalement localisée dans les zones de moyens d'existence (ZME) de la Dépression de l'Est et des Plateaux Centraux. Le bilan alimentaire déficitaire était estimé à +/- 500.000 tonnes d'EC et 150.000 ménages vulnérables étaient en besoin d'assistance alimentaire et intrants agricoles.

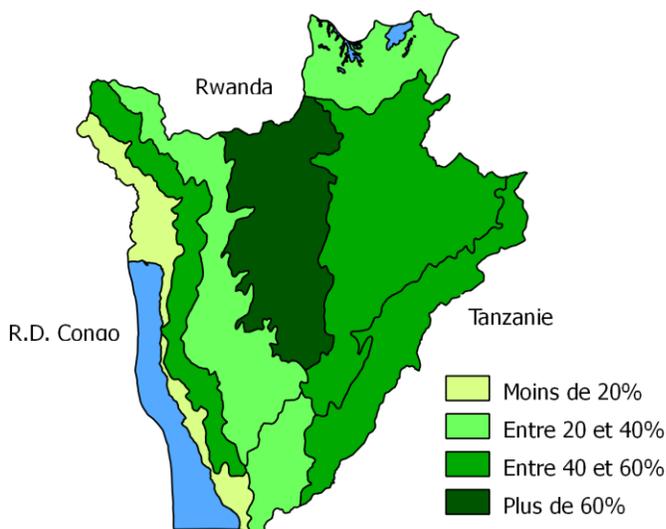
Ce rapport présente les résultats du suivi de la sécurité alimentaire pour la période de novembre 2011 à avril 2012. Globalement, par rapport au précédent rapport FSMS d'octobre 2011, il est constaté une nette **détérioration du niveau de sécurité alimentaire** qui est marquée par l'augmentation de la proportion des ménages ayant une **consommation alimentaire pauvre (10.1%** contre 6.4%) et **marginale (38.9%** contre 28.8%) ainsi que l'augmentation de l'indice des stratégies de survie (CSI de 20 contre 15) en tant que mesure proxy de la sécurité alimentaire.

Les zones de moyens d'existence (ZME ou zones IPC) les plus touchées par l'insécurité alimentaires sont les **Plateaux Humides**, les **Plateaux Secs de l'Est** et la **Dépression de l'Est** avec respectivement **71%**, **51%** et **49%** de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre à marginale. Ces 3 zones comprennent plus de la moitié des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre (56%).

Par contre, la situation dans la zone de **Dépression du Nord** s'est légèrement améliorée avec le pourcentage des ménages ayant une consommation pauvre à marginale qui passe de 48% en avril 2011 à **36%** en 2012 même si cela n'est pas le cas avec l'indice de stratégie de survie (CSI) qui a augmenté dans toutes les zones de moyens d'existence.

Si les perspectives de la sécurité alimentaire sont telles qu'une bonne proportion des ménages en insécurité alimentaire modérée (39%) pourrait voir la situation s'améliorer avec la fin de la période de soudure, il est par contre moins probable que ceux en insécurité alimentaire sévère (10%) puissent s'en sortir.

Fig1: Proportions ménages avec consommation alimentaire inadéquate



Contacts : Jean Mahwane Jean.Mahwane@wfp.org
Anne-Michèle Paridaens AnneMichele.Paridaens@wfp.org

1. Contexte

La dernière évaluation des récoltes du mois de janvier 2012A et l'analyse IPC de mars 2012 estimaient que 18% de la population étaient en insécurité alimentaire et principalement localisée les ZME de la Dépression de l'Est et des Plateaux Centraux. Le bilan alimentaire déficitaire était estimé à +/- 500.000 tonnes d'EC et 150.000 ménages vulnérables étaient en besoin d'assistance alimentaire et intrants agricoles.

La dépression de l'Est (Moso) et les plateaux centraux (Buyenzi et Kirimo) avaient été identifiés comme étant les zones les plus à risque d'insécurité alimentaire en raison d'une combinaison de plusieurs facteurs limitant aussi structurels que conjoncturels. La dépression de l'Est a été surtout affectée par le déficit hydrique et la persistance des maladies phytosanitaires (mosaïque du manioc et flétrissement bactérien de la banane) alors qu'il s'agit en même temps d'une zone de retour. Par contre, les facteurs limitant dans la zone des plateaux centraux sont particulièrement le faible accès à la terre ainsi que les inondations enregistrées dans les marais de la zone (potentiel agricole de la zone).

1.1 Conditions environnementales

Les perturbations climatiques enregistrées depuis le début de la première saison culturale 2012A jusqu'à aujourd'hui ont fragilisé la situation de la sécurité alimentaire surtout dans les zones de moyens d'existence (ZME) de la Dépression de l'Est et des Plateaux Centraux classés en phase III de crise alimentaire et crise des moyens d'existences d'après la dernière analyse IPC.

Depuis la première saison culturale 2012A une bonne partie du pays a subi un régime pluviométrique mal reparti dans le temps et dans l'espace quoique globalement suffisant (inondations/excès de pluies, déficit hydrique). Par conséquent, la production agricole de la saison A a accusé un déficit important.

Par ailleurs, la purulence des maladies phytosanitaires est un facteur aggravant la

situation d'insécurité alimentaire des provinces de l'Est du pays par ailleurs en proie à un déficit hydrique récurrent depuis quatre ans.

1.2 Conditions économiques et prix

Les termes de l'échange (pouvoir d'achat) des ménages ruraux subissent une dépréciation continue à l'instar du rapport des prix denrées de base/ rémunération de la main d'œuvre agricole (importante source de revenus des ménages pauvres).

Ce phénomène de flambée des prix a poussé le Gouvernement du Burundi à la décision d'une suppression temporaire des taxes sur les denrées alimentaires de base importées.

1.3 Contexte politique

En décembre 2011 et sur initiative du PAM, un premier Forum National sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition, s'est tenu à Bujumbura sous le thème «Investir dans la sécurité alimentaire et la nutrition, un préalable pour un développement durable». Une feuille de route basée sur la déclaration consensuelle finale et les recommandations principales focalisées sur les actions et interventions clés complémentaires pour une lutte multisectorielle contre la malnutrition chronique et l'insécurité alimentaire au Burundi devra d'ici 2015 contribuer aux résultats :

- Réduction de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans de 58% à 48% ;
- Réduction de l'insuffisance pondérale de 29% à 21% ;
- Réduction du nombre de personnes en état d'extrême insécurité alimentaire ;
- Augmentation de 10% par an de la production agricole et animale ;

Par ailleurs, le dernier accord tripartite signé entre les gouvernements du Burundi, de la Tanzanie et le HCR prévoit un rapatriement de 38.000 burundais réfugiés en Tanzanie avant la fin de l'année 2012.

2. Disponibilité alimentaire

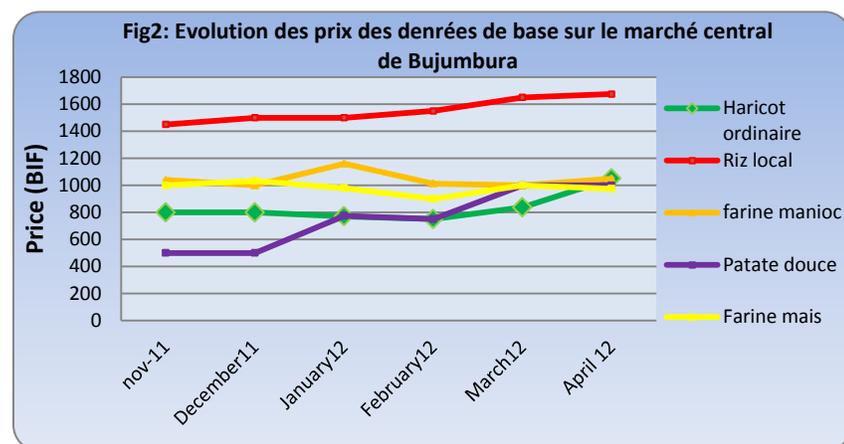
2.1 Production agricole

La première saison culturale A représente environ 35% de la production globale contre 50% pour la deuxième saison B et 15% pour la saison C des marais. Les estimations du rapport d'évaluation conjointe des récoltes menée au mois de janvier 2012 par le MINAGRIE/FAO/PAM/UNICEF ont montré une chute de 11% entre la production agricole de 2011A et 2012A (-15% pour les céréales, -7% pour les légumineuses, -11% pour les racines et tubercules) et de 47% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Par ailleurs l'estimation de la durée du stock des vivriers auprès des ménages était en moyenne de 2 à 3 mois à partir de février 2012. Avec la faible capacité d'importation commerciale, la FAO a estimé un déficit alimentaire non couvert d'environ 500.000 tonnes d'équivalents-céréales.

2.2 Information sur les marchés

L'instauration d'une taxe d'importation sur les denrées alimentaires associée à une diminution de la disponibilité de ces denrées dans la sous-région suite aux crises alimentaires successives ont eu un effet explosif sur les prix des denrées dont particulièrement les céréales et ce tant sur les marchés de Bujumbura qu'au niveau des marchés ruraux. En janvier 2012, le prix du riz a doublé par rapport à la moyenne de 2006-2011 alors que celui du maïs a augmenté de 60% en janvier 2012 par rapport à la moyenne de 2006-2011.



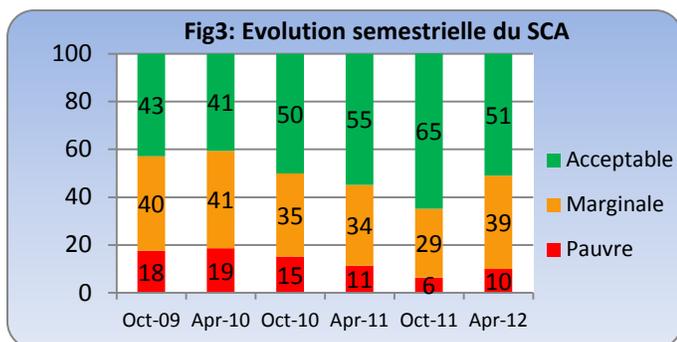
Le niveau élevé des prix constitue un facteur additionnel de fragilité de la sécurité alimentaire des ménages dans un contexte de production locale déficitaire. Pour alléger la forte pression des prix en général mais plus particulièrement sur l'économie des ménages vulnérables, le gouvernement du Burundi a adopté des mesures temporaires de détaxation de l'importation de 13 produits alimentaires essentiels pour la période de mai à décembre 2012.

3. Accès à la nourriture

3.1 Consommation alimentaire des ménages

La fréquence moyenne des repas chez les ménages-repères est passée de 1,9 à **1,7 repas par jour** entre octobre 2011 et avril 2012. Cependant, 32% des ménages ne prennent au plus qu'un seul repas/jour. Ces ménages vivent principalement dans les ZME des Plateaux Secs de l'Est (50% des ménages), Crête Congo Nil (37%), Plateaux Humides (36%) et Dépression de l'Est (31%).

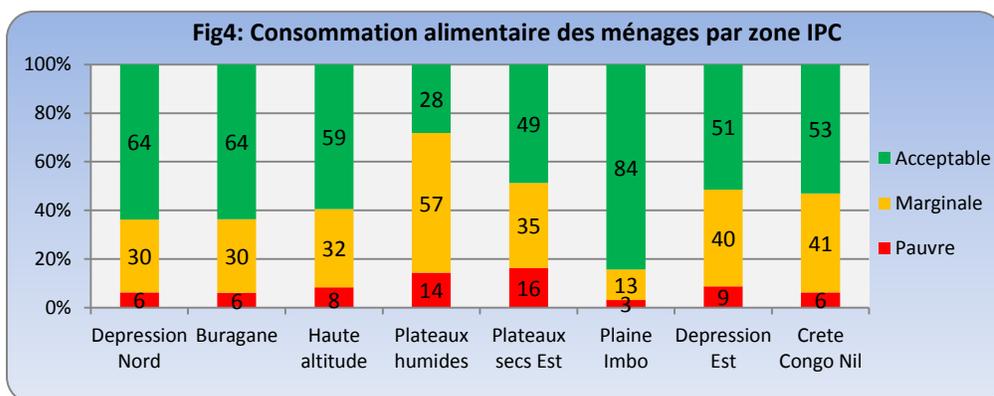
3.2 Score de consommation alimentaire



L'analyse du score de consommation alimentaire¹ combinant la fréquence et la diversité des aliments consommés dans les 7 derniers jours précédant l'enquête montre que sur l'ensemble du pays (Bujumbura Mairie exclu) **49%** des ménages sont en insécurité alimentaire dont **39%** en **insécurité alimentaire modérée** et **10%** en **insécurité alimentaire sévère**.

La situation s'est dégradée depuis octobre 2011 mais reste similaire à celle de l'année dernière à la même période. Globalement, le pourcentage de ménage en insécurité alimentaire sévère tend à diminuer.

La ZME des **Plateaux Humides** est la plus fortement touchée par l'insécurité alimentaire avec **71%** des ménages ayant une **consommation alimentaire marginale à pauvre**. Les aléas climatiques qui se sont superposés aux



problématiques structurelles telles que l'exiguïté des terres, l'infertilité des sols et la pauvreté ont eu de graves conséquences sur les récoltes de cette région à forte densité de population.

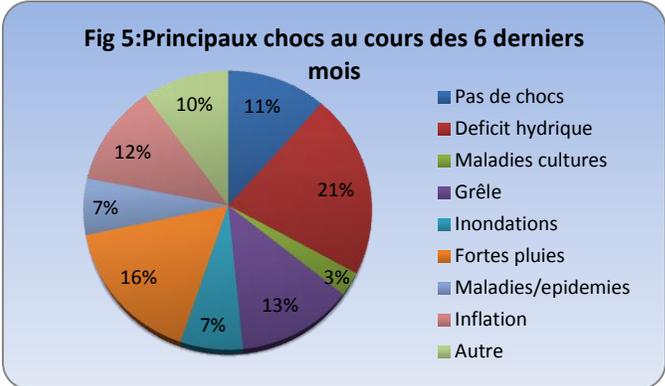
Les autres ZME les plus marqués par l'insécurité alimentaire sont **les Plateaux Secs de l'Est (51%)** et la **Dépression de l'Est (49%)**. Ce sont également dans ces 3 ZME que vivent plus de la moitié (56%) des ménages en insécurité alimentaire sévère (SCA≤21).

3.3 Chocs et stratégies de survie des ménages

Plus de 89% des ménages-repères ont vu leur sécurité alimentaire affectée par des chocs multiples liés principalement aux perturbations climatiques avec par ordre d'importance : le **déficit hydrique (21%)**, les **fortes pluies (16%)**, la **grêle (13%)**. Aussi, l'**inflation** est considérée comme faisant partie des 2 chocs les plus importants par 12% des ménages contre 11% en octobre 2011.

¹ Le score de consommation alimentaire (SCA) est un indicateur proxy de l'insécurité alimentaire. Il est admis qu'une consommation alimentaire acceptable (SCA>35) est en sécurité alimentaire tandis qu'une consommation alimentaire marginale (21>SCA≤35) ou pauvre (SCA≤21) correspond respectivement à un état d'insécurité alimentaire modéré ou sévère.

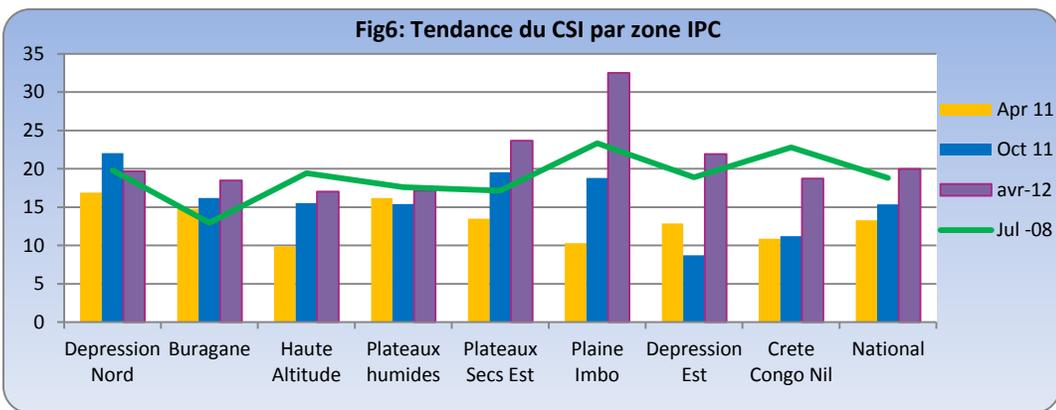
Au niveau des différentes ZME, 100% des ménages dans la **Dépression de l'Est** et le **Buragane** et plus de 95% des ménages des **Plateaux Secs de l'Est** et de **Haute Altitude** ont été affectés par l'un ou l'autre choc. Les ZME relativement moins affectées sont la **Dépression Nord** et la **Crête Congo-Nil** avec 27% et 26% des ménages qui ont déclaré n'avoir pas été affecté directement par un choc durant les six derniers mois.



3.4 Stratégies de survie

Les stratégies de survie développées par les ménages en situation d'insuffisance alimentaire sont généralement nombreuses et variables en fonction des contextes mais le FSMS a retenu 5 stratégies standardisées².

Globalement, l'indice de stratégie de survie (CSI)³ a augmenté par rapport aux suivis précédents y compris le CSI de l'analyse de référence de juillet 2008 (CFSVA2008), ce qui traduit une détérioration générale de la sécurité alimentaire. Les zones de **Dépression de l'Est** (CSI=22), des **Plateaux Secs de l'Est** (CSI=24) et la



Plaine de l'Imbo (CSI=33) présentent un indice supérieur à celui de la moyenne nationale. En effet, le niveau de stress a pratiquement doublé dans la plaine de l'Imbo et dans la **Dépression de l'Est** par rapport à avril 2011.

3.5 Pouvoir d'achat des ménages ruraux

L'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA 2008) avait mis en évidence le faible pouvoir d'achat et la pauvreté monétaire des ménages ruraux.⁴ Alors que les prix des aliments de base continuent d'augmenter, le prix de la main d'œuvre agricole journalière, qui constitue la deuxième source de revenu des ménages après la production vivrière, diminue régulièrement et engendre de ce fait une dégradation des termes de l'échange. En 2012, un ménage dépendant du travail de MO journalier a besoin d'environ 3 hommes-jours pour subvenir aux besoins de 5 personnes⁵. La zone des **Plateaux Humides** est à excédent de main d'œuvre, les opportunités de travail en dehors de la zone (surtout Imbo, Mosso, Bugesera voire même à l'extérieur du pays) sont déterminantes pour la sécurité alimentaire. Cela peut expliquer l'augmentation importante de ménages en état d'insécurité alimentaire.

² Les 5 stratégies retenues pour le calcul du CSI sont : consommer des aliments moins appréciés/moins chers, emprunter de la nourriture ou dépendre de l'aide d'amis ou parents, limiter la taille des portions au repas, limiter la consommation des adultes au profit de celle des jeunes enfants et réduire le nombre de repas par jour.

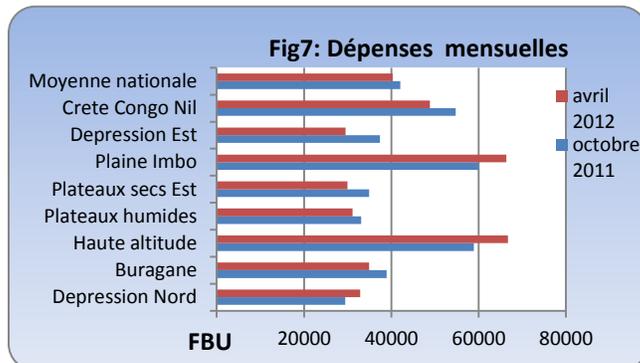
³ L'indice des stratégies de survie (CSI) mesure l'importance de l'adoption de ces stratégies par les ménages. Plus l'indice CSI est élevé, plus le ménage est vulnérable.

⁴ Le revenu moyen annuel était estimé à 300.000 FBU (+/- 250 dollars USD) alors que ¼ des ménages (75,9%) ont déclaré un revenu ≤300.000 FBU, 61,6% un revenu ≤200.000 FBU tandis que 34,2% ≤100.000 FBU.

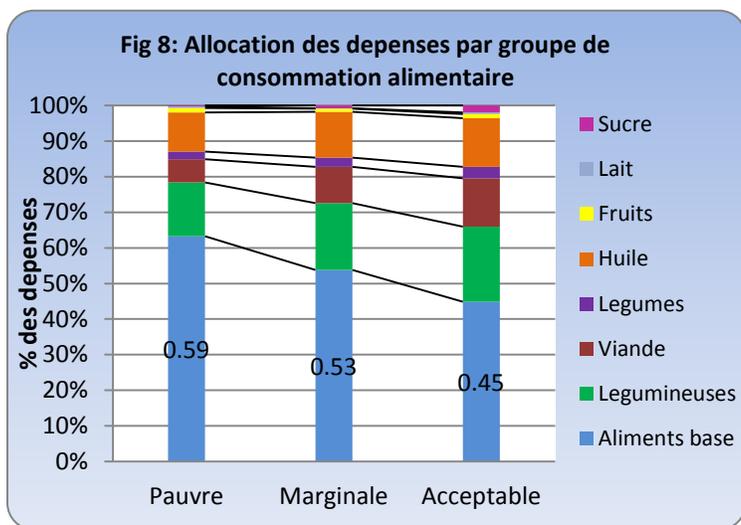
⁵ D'après l'analyse IPC de mars 2012

3.6 Dépenses des ménages

En termes nominales, la moyenne des dépenses mensuelles a légèrement diminué passant de 42.075Fbu à 40.340Fbu entre octobre 2011 et avril 2012 avec les dépenses les plus élevées dans les zones de la Plaine de l'Imbo et de Haute Altitude. Il faut noter que l'Imbo est à proximité de la ville de Bujumbura qui permet des activités extra-agricoles telle que la pêche tandis la zone de haute altitude est une zone théicole (revenus réguliers) et d'élevage avec des familles bénéficiant également des transferts d'argent des villes principales du pays.



Au niveau national, les **dépenses alimentaires** atteignent **70% des dépenses globales**. Ces dépenses sont plus importantes dans la plaine de l'Imbo (75%), la Crête Congo Nil (74%), la Dépression du Nord (73%) et les Plateaux Humides (72%). Avec moins de 30% de dépenses non alimentaires, les ménages ruraux n'ont qu'une faible marge de manœuvre pour investir dans la production et ainsi améliorer leur situation de la sécurité alimentaire.

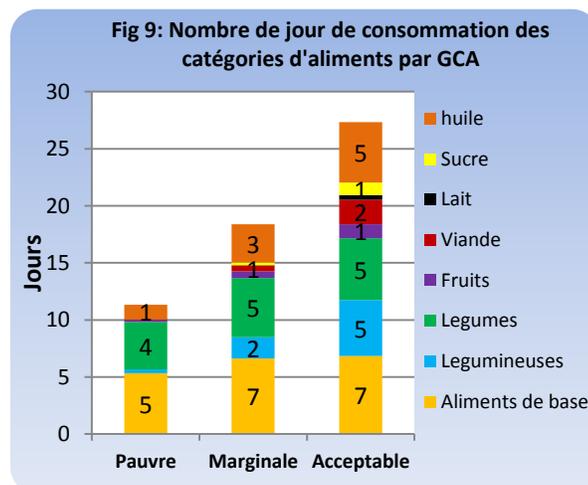


De manière générale, les ménages affectent plus de dépenses dans l'alimentation de base (tubercules, céréales) et moins dans les aliments comme les fruits, les produits laitiers et sucre. La situation s'amplifie pour les ménages qui ont une consommation alimentaire pauvre et pour qui les dépenses sont nulles pour le sucre et les produits laitiers, quasi nulle pour la viande, légumes et fruits et très faible pour l'huile alors que **les dépenses pour les aliments de base** représente +/- **60%**. De plus, les aliments de base sont principalement composés de tubercules et très peu de céréales.

4. Utilisation de la nourriture

La fréquence de consommation journalière des catégories d'aliments montre la faible qualité des repas des ménages en insécurité alimentaire. Ces repas peu fréquents sont principalement constitués de tubercules et de quelques légumes. Les protéines (légumineuses, viande, lait) y sont quasiment inexistantes.

Ce déséquilibre dans la consommation ne fait qu'aggraver une situation nutritionnelle déjà précaire avec un enfant sur deux atteint par la malnutrition chronique d'après la dernière EDS 2010 (taux de malnutrition chronique de 58%). Les résultats de l'EDS mené en 2010 dans le pays, montrent que



seulement 32,8% des enfants de 6-23 mois reçoivent la minimum fréquence de repas et seulement 18,5% reçoivent la minimum diversification alimentaire.

5. Conclusions

La durée des stocks vivriers pour la saison culturale A était estimée à 2-3 mois d'après l'évaluation conjointe (MINAGRIE-FAO-PAM-UNICEF) des récoltes de janvier 2012. Les chiffres présentés dans ce rapport reflètent dès lors la situation alimentaire des ménages en période de soudure.

Globalement par rapport au précédent rapport FSMS d'octobre 2011, les résultats du suivi de la période novembre 2011 à avril 2012 montrent une nette détérioration du niveau de sécurité alimentaire qui est marquée par l'augmentation de la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre (10.1% contre 6.4%) et marginale (38.9% contre 28.8%) ainsi que l'augmentation de l'indice des stratégies de survie (CSI de 20 contre 15) en tant que mesure proxy de la sécurité alimentaire.

Au niveau de la cartographie de l'insécurité alimentaire, les zones de moyens d'existence (ou zones IPC) des « **Plateaux Humides** », « **Plateaux Secs de l'Est** » et « **Dépression de l'Est** » sont plus en insécurité alimentaire avec respectivement 71%, 51% et 49% de ménages avec une consommation alimentaire pauvre à marginale. Par contre la situation dans la zone de « dépression du Nord » s'est légèrement améliorée avec le pourcentage des ménages avec une consommation pauvre à marginale qui passe de 48% en avril 2011 à 36% en 2012 même si cela n'est pas le cas avec l'indice CSI qui a augmenté dans toutes les zones de moyens d'existence.

6. Perspectives et recommandations

La suppression des taxes sur les denrées importées mise en application au 15 mai 2012 laisse présager une diminution des prix du marché (notamment pour le riz importé) et par conséquent avoir un impact favorable sur la sécurité alimentaire des ménages notamment les plus vulnérables.

Par ailleurs, si les perspectives de la sécurité alimentaire sont telles qu'une bonne proportion des ménages en insécurité alimentaire modérée pourrait voir la situation s'améliorer avec la fin de la période de soudure, il est par contre moins probable que ceux en insécurité alimentaire sévère (9% des ménages) puissent s'en sortir. Les efforts d'assistance et de prévention doivent dès lors se concentrer principalement sur les **Plateaux humides** et la **zone de l'Est** (Plateaux secs et Dépression) présentant un taux de vulnérabilité des ménages important. La région de l'Est est particulièrement fragile car elle est en proie à des déficits hydriques chroniques depuis quelques années. Par ailleurs, la propagation de maladies phytosanitaires telles que le BXW et le BBTV⁶ chez le bananier ou la striure brune du manioc la rend davantage sensible. Une attention particulière doit être portée sur cette région qui pourrait connaître à nouveau des déficits de production pour la culture en cours.

⁶ Banana Xanthomonas Wilt (flétrissement bactérien) et Banana Bunchy Top Virus

Information de base sur le suivi de la sécurité alimentaire au Burundi

Le système de suivi de la sécurité alimentaire est à sa 21^{ème} édition depuis 2005 et le suivi actuel fait référence à l'analyse globale de la sécurité alimentaire et la vulnérabilité de 2008 (AGSAV) en collectant des données sur environ 950 ménages-repères tirés des 5.500 ménages (échantillon de base) pour faire le point sur la tendance des indicateurs-clés de la sécurité alimentaire. La collecte d'information pour le suivi alimentaire FSMS est menée deux fois par an, en avril et en octobre durant les périodes de soudure. Le suivi est conduit en alternance avec l'évaluation conjointe des récoltes et approvisionnements alimentaires/CFSAM qui a lieu durant les périodes de récoltes (Janvier et Juin). La présente analyse a porté sur 792 ménages enquêtés (85% des ménages-repères) avec des réponses valides réparties dans les 8 zones de moyens d'existence ; « dépression Nord=113 », « Dépression Est=103 », « Plateaux Humides=174 », « Plateaux Secs Est=123 », « Buragane=33 », « Crête Congo Nil=81 », « Haute altitude=133 » et « Plaine de l'Imbo =32 ».

32 techniciens des DPAEs formés aux notions de base de la sécurité alimentaire et à la technique de collecte des données à l'aide des PDA ont collecté les données pendant deux semaines avant de les transférer à la section VAM pour traitement et analyse.